

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.083/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 21 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant le brevet de direction requis pour la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police", a donné le 12 avril 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

L'arrêté en projet soumis pour avis trouve son fondement juridique dans l'article 32, 3°, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police. Selon cette disposition, l'arrêté royal en projet doit être pris après délibération en Conseil des ministres. Ainsi que l'a confirmé le délégué du ministre, cette délibération n'a pas eu lieu.

Depuis un avis 36.257/2, donné le 17 décembre 2003 ⁽¹⁾, la section de législation du Conseil d'État considère que :

"La délibération collégiale qui est prescrite ne peut être assimilée à une «formalité préalable» au sens de l'article 84, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel que remplacé par l'article 7 de la loi du 2 avril 2003 ⁽²⁾; cette délibération est en effet destinée à permettre à l'ensemble des ministres d'échanger leur point de vue et de participer directement à la confection du projet d'arrêté en acquiesçant par voie de consensus à son contenu. Ce n'est qu'une fois ce consensus acquis qu'un projet d'arrêté royal peut être considéré comme en état d'être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Il ne revient donc pas à un ministre de solliciter cet avis avant que le projet d'arrêté royal ait été délibéré en Conseil des ministres et, le cas échéant, adapté à la suite de cette délibération.

Il s'ensuit que la demande d'avis est prématurée."

⁽¹⁾ Sur un projet d'arrêté royal "concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité"

⁽²⁾ Cette disposition prévoit en son alinéa 2 : "Lorsque l'avis est demandé dans un délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, il est donné nonobstant l'inaccomplissement éventuel des formalités prescrites.

La même conclusion s'impose en l'espèce ⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir également les avis 36.351/1, donné le 29 décembre 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 janvier 2004 modifiant l'arrêté royal du 29 mars 2002 portant application de l'article 37, § 17, et de l'article 165, dernier alinéa, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; 36.675/1, donné le 2 mars 2004, sur un projet d'arrêté royal relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale; 36.998/1, donné le 27 avril 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 juin 2004 modifiant l'arrêté royal du 4 avril 2003 portant exécution de l'article 37^{quater} de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour les dispensateurs de soins visés à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11° et 12°, de la même loi; 37.270/4, donné le 1^{er} juin 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 mars 2005 modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 fixant le cahier des charges pour le service de radiomessagerie et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles; 37.938/1, donné le 21 décembre 2004, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 mars 2002 portant application de l'article 37, § 17 et de l'article 165, dernier alinéa de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; 38.071/2, donné le 16 février 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 août 2005 portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police; 38.152/1, donné le 24 février 2005, sur un projet d'arrêté royal "fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 10 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand; 38.460/2, donné le 30 mai 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juillet 2005 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football; 38.553/2, donné le 4 juillet 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 août 2005 fixant des mesures d'exécution de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, de la loi du 13 mars 2003 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'adoption et de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé; 38.617/1, donné le 5 juillet 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 décembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; 38.620/1, donné le 7 juillet 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 décembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 13 janvier 1983 portant exécution de l'article 42^{bis} de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail; 39.087/1, donné le 6 octobre 2005, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1991 fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût des fournitures pharmaceutiques remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités; 39.248/1, donné le 3 novembre 2005, sur un projet d'arrêté royal portant réforme de la carrière particulière des agents du niveau A au Service public fédéral Personnel et Organisation; 39.308/4, donné le 23 novembre 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des Postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et 39.857/2, donné le 14 février 2006, sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 mars 2006 portant exécution de l'article 44/1, alinéa 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police dans le cadre de la transmission de certaines données à la POSTE et portant le traitement administratif des perceptions immédiates proposées par les services de police et les services de contrôle des Services publics fédéraux Mobilité et Transport et Finances.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.083/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 maart 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van het directiebrevet dat vereist is voor de bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie", heeft op 12 april 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 32, 3°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten. Volgens deze bepaling moet het ontwerp van koninklijk besluit vastgesteld worden na overleg in de Ministerraad. Dat overleg heeft niet plaatsgehad, zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds in een advies 36.257/2, gegeven op 17 december 2003 ⁽¹⁾, het volgende beschouwd :

"Het voorgeschreven collegiale overleg kan niet worden gelijkgesteld met een "voorafgaand vormvereiste" in de zin van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij artikel 7 van de wet van 2 april 2003 ⁽²⁾; dat overleg is immers bedoeld om alle ministers de gelegenheid te bieden daarover van gedachten te wisselen en rechtstreeks mee te werken aan het opstellen van het ontwerpbesluit door via consensus in te stemmen met de inhoud ervan. Pas wanneer die consensus bereikt is, kan een ontwerp van koninklijk besluit beschouwd worden als zijnde in zoverre gereed dat het om advies kan worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Een minister kan dat advies dus niet aanvragen voordat over het ontwerp van koninklijk besluit overlegd is in de Ministerraad en voordat het in voorkomend geval aangepast is als gevolg van dat overleg.

Daaruit volgt dat de adviesaanvraag voorbarig is."

⁽¹⁾ Over een ontwerp van koninklijk besluit "voor de belasting van energieproducten en elektriciteit".

⁽²⁾ Het tweede lid van die bepaling schrijft voor: "Wanneer het advies wordt gevraagd binnen een termijn van paragraaf 1, eerste lid, 1° of 2°, wordt het gegeven zelfs indien de voorgeschreven vormvereisten niet zijn vervuld."

Deze conclusie geldt ook in het onderhavige geval ⁽³⁾.

⁽³⁾ Zie eveneens advies 36.351/1, gegeven op 29 december 2003, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 22 januari 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2002 tot toepassing van artikel 37, § 17, en artikel 165, laatste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994; advies 36.675/1, gegeven op 2 maart 2004, over een ontwerp van koninklijk besluit tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot de pensioen- en solidariteitsinstellingen belast met het uitvoeren van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid; advies 36.998/1, gegeven op 27 april 2004, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 22 juni 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 april 2003 tot uitvoering van artikel 37^{quater} van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de zorgverleners bedoeld in artikel 34, eerste lid, 11° en 12°, van dezelfde wet; advies 37.270/4, gegeven op 1 juni 2004, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 8 maart 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de semafoondienst en van de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen; advies 37.938/1, gegeven op 21 december 2004, over een ontwerp van koninklijk besluit ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2002 tot toepassing van artikel 37, § 17, en artikel 165, laatste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994; advies 38.071/2, gegeven op 16 februari 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 31 augustus 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten; advies 38.152/1, gegeven op 24 februari 2005, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van artikel 1, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 10 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector"; advies 38.460/2, gegeven op 30 mei 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 20 juli 2005 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden; advies 38.553/2, gegeven op 4 juli 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 24 augustus 2005 tot vaststelling van maatregelen houdende uitvoering van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie, van de wet van 13 maart 2003 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de adoptie betreft en van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht; advies 38.617/1, gegeven op 5 juli 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 21 december 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994; advies 38.620/1, gegeven op 7 juli 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 6 december 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 januari 1983 tot uitvoering van artikel 42^{bis} van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971; advies 39.087/1, gegeven op 6 oktober 2005, over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1991 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in de kosten van de in het raam van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen vergoedbare farmaceutische verstrekkingen; advies 39.248/1, gegeven op 3 november 2005, over een ontwerp van koninklijk besluit houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van de ambtenaren van niveau A bij de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie; advies 39.308/4, gegeven op 23 november 2005, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van titel IV (Hervorming van de Regie der Posterijen) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven; advies 39.857/2, gegeven op 14 februari 2006, over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 14 maart 2006 tot uitvoering van artikel 44/1, lid 5, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt met het oog op de doorzending van bepaalde gegevens aan DE POST en houdende de administratieve behandeling van de onmiddellijke inningen voorgesteld door de politiediensten.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouwen	P. LIÉNARDY, M. BAGUET,	staatsraden,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS